

PRINCIPALES ACTIVITES PAR SECTEUR

a) LE SECTEUR DE LA SOUVERAINETE

Au cours de l'année 2005, ce secteur a connu une activité normative importante.

AU TITRE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Il convient de signaler ce qui suit :

- Mesures de grâce à l'occasion de l'Aïd El Adha (JO N°7).
- Mesures de grâce à l'occasion de la journée de la Femme (JO N°18).
- L'attribution de la médaille de l'Ordre du mérite national au rang de "Athir" (JO N°20, 33).
- Nomination des membres du Gouvernement (JO N°32).
- L'attribution de la médaille de l'Ordre du mérite national au rang de "Ahid" (JO N°38).
- L'attribution de la médaille de l'Ordre du mérite national au rang de "Djadir" (JO N°38).
- Mesure de grâce à l'occasion du quarante troisième anniversaire de la fête de l'indépendance (JO N°47).
- La convocation du corps électoral pour le référendum du jeudi 29 septembre 2005 relatif à la réconciliation nationale (JO N°55).
- La convocation des électeurs pour des élections partielles d'assemblées populaires communales et de wilayas (JO N°58).
- La déclaration de deuil national (JO N°54).
- Mesure de grâce (JO N°56).
- Mesures de grâce à l'occasion de la célébration du cinquante et unième anniversaire de la Révolution du 1er novembre 1954 et de l'Aïd El Fitr (JO N°72).

AU TITRE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL :

Il convient de signaler ce qui suit :

- La désignation du président et d'un membre du Conseil constitutionnel (JO N°18, 67).
- La publication de la composition nominative du Conseil constitutionnel (JO N°18, 67).
- Remplacement d'un député à l'Assemblée populaire nationale (JO N°44, 67).
- Contrôle de conformité de la loi organique relative à l'organisation judiciaire à la Constitution (JO N°51).
- Proclamation aux résultats du référendum du 29 septembre 2005 sur la Charte pour la Paix et la Réconciliation Nationale (JO N°67).

LA COUR DES COMPTES :

- La liste des établissements publics de formation spécialisée habilités pour l'organisation du déroulement du concours sur épreuves et de l'examen professionnel pour l'accès aux corps et grades spécifiques des vérificateurs financiers de la Cour des comptes (JO N°16).
- Les programmes du concours sur épreuves et de l'examen professionnel pour l'accès aux corps et grades spécifiques des vérificateurs financiers de la Cour des comptes (JO N°16).
- Précision des domaines d'intervention des chambres de la Cour des Comptes et déterminant leur subdivision en sections (JO N°73).

LE CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE ET SOCIAL

- La publication de la liste des membres du Conseil national économique et social (JO N°26).

CONSEIL SUPERIEUR DE LA LANGUE ARABE

- La création d'une commission paritaire compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du Conseil supérieur de la langue arabe (JO N°24).
- La composition de la commission paritaire compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du Conseil supérieur de la langue arabe (JO N°24).

HAUT CONSEIL ISLAMIQUE

- Le régime indemnitaire applicable aux membres du Haut Conseil islamique (JO N°17).
- Renouvellement de la composition de la commission paritaire compétente à l'égard des fonctionnaires du Haut conseil islamique (JO N°19).

Le Haut commissariat chargé de la réhabilitation de l'amazighité et de la promotion de la langue amazighe.

- Renouvellement de la composition de la commission paritaire compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du Haut commissariat chargé de la réhabilitation de l'amazighité et de la promotion de la langue amazighe (JO N°21).

AU TITRE DES SERVICES DU CHEF DU GOUVERNEMENT:

Au cours de cette année, l'activité normative s'est caractérisée par la publication des textes portant sur :

- L'obligation pour toutes les entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique, d'être titulaires du certificat de qualification et de classification professionnelles (JO N°26).
- Déclaration de Hassi Messaoud, Hassi-R'Mel et le pôle Berkine zones à risques majeurs (JO N°29, 82).
- L'organisation de la direction générale de la fonction publique (JO N°39).
- La liste et les conditions d'accès et la classification des postes supérieurs des services déconcentrés de l'administration chargée de l'emploi (JO N°40).
- Renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires des services du Chef du Gouvernement (JO N°26).
- La création de la commission des oeuvres sociales auprès de l'office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (JO N°32).
- La création de la commission paritaire compétente à l'égard des corps des fonctionnaires de l'office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (JO N°32).
- La composition de la commission paritaire compétente à l'égard des corps des fonctionnaires de l'office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (JO N°32).

- Le renouvellement de la composition de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires des services du Chef du Gouvernement (JO N°26).
- Fixant la désignation des membres du comité interministériel de la formation (JO N°23).
- Fixant les établissements publics de formation spécialisée habilités pour l'organisation du déroulement des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux corps spécifiques de la direction générale de la fonction publique (JO N°35).
- Les modalités d'organisation de concours sur titre, examens et tests professionnels pour l'accès aux corps et grades des ouvriers professionnels, conducteurs d'automobiles et appariteurs (JO N°40).
- Fixant le nombre de postes supérieurs au niveau de l'agence nationale de développement de l'investissement (JO N°21).
- Fixant l'organisation interne du centre national des techniques spatiales (JO N°41).
- Composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de la direction générale de la fonction publique (JO N°81).
- La mise en place de l'organigramme général du recensement général de la population et de l'habitat 2008 (JO N°84).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE:

L'activité normative de ce secteur s'est caractérisée par la publication des textes portant

- Les missions et les attributions du ministre délégué auprès du ministre de la défense nationale (JO N°32).
- La création de l'école supérieure de guerre (JO N°66).
- La liste nominative des administrateurs des affaires maritimes, des inspecteurs de la navigation et du travail maritime et des agents gardes-côtes (JO N°13).
- L'organisation des conseils d'enquête pour officiers de l'active de l'Armée nationale populaire (JO N°34).
- La nomination de juges assesseurs près les juridictions militaires (JO N°5).

- Détachement, au titre de l'année universitaire 2004-2005, auprès de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat, d'un enseignant relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (JO N°11).
- Le renouvellement du détachement du président du tribunal militaire permanent de Tamenghasset, 6ème région militaire (JO N°14).
- La validation du programme de formation pour l'obtention du certificat d'études spécialisées en médecine de catastrophe, organisée à l'école nationale de santé militaire (JO N°28).
- Renouvellement de détachement de présidents de tribunaux militaires permanents (JO N°42, 46).
- L'ouverture de filière en magister et d'une filière en post-graduation spécialisée à l'école militaire polytechnique et fixant le nombre de postes ouverts pour l'année universitaire 2005-2006 (JO N°68).
- Fin au détachement auprès de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat d'enseignants relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (JO N°80).
- Homologation des tenues des personnels d'Algérie-poste et des personnels des sociétés de gardiennage et de transport de fonds et produits sensibles (JO N°53, 67).

AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

L'activité normative de ce secteur s'est caractérisée par la ratification de nombreuses conventions internationales, notamment :

- L'approbation de l'accord euro méditerranéen établissant une association entre la République algérienne démocratique et populaire, d'une part, et la communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part (JO N°30).
- La ratification avec réserve, des amendements à l'accord portant création de la commission générale des pêches pour la Méditerranée, approuvés par le Conseil de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (JO N°1).
- La ratification de la convention entre la République algérienne démocratique et populaire et la République de Bulgarie en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (JO N°1).
- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République française relatif aux transports routiers internationaux et au transit des voyageurs et des marchandises (JO N°1).

- La ratification, avec réserve, de la convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, adoptée par l'assemblée générale de l'organisation des Nations Unies (JO N°2).
- La publication de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (JO N°3).
- La ratification du protocole relatif à la coopération en matière de prévention de la pollution par les navires et, en cas de situation critique, de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée (JO N°12).
- La ratification de la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale et civile et commerciale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République italienne (JO N°13).
- La ratification de la convention relative à l'extradition entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République italienne (JO N°13).
- La ratification de l'accord relatif à la promotion et à la protection réciproques des investissements entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République islamique d'Iran (JO N°15).
- La ratification de l'accord maritime entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République française (JO N°15).
- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Conseil fédéral suisse relatif aux transports internationaux par route des personnes et des marchandises (JO N°15).
- La ratification de la convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République yéménite en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur le capital (la fortune) (JO N°16).
- La ratification de la convention de coopération entre la République algérienne démocratique et populaire et le Royaume d'Arabie saoudite dans le domaine des affaires islamiques et des wakfs (JO N°24).
- La ratification de la convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et la République portugaise en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance réciproque en matière de recouvrement d'impôts sur le revenu et sur la fortune (JO N°24).

- La ratification de l'accord commercial entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Angola (JO N°24).
- La ratification de l'accord de coopération financière entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Cuba (JO N°24).
- La ratification de la convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (JO N°25).
- La ratification de l'accord euro méditerranéen établissant une association entre la République algérienne démocratique et populaire d'une part et la communauté européenne et ses Etats membres d'autre part (JO N°31).
- L'approbation de l'accord de prêt entre la République algérienne démocratique et populaire et le fonds arabe pour le développement économique et social pour la participation au financement du projet de réalisation et de reconstruction de logements (JO N°37).
- La ratification de la convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud relative à l'entraide judiciaire en matière pénale (JO N°37).
- La ratification de l'accord-cadre de coopération culturelle, scientifique, environnementale, éducative et sportive entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela (JO N°37).
- La ratification de l'accord de coopération dans le domaine de l'éducation entre la République algérienne démocratique et populaire et le Royaume d'Arabie saoudite, (JO N°37).
- La ratification de l'accord-cadre dans le domaine de la pêche maritime entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie (JO N°37).
- La ratification du texte de l'amendement du traité de défense commune et de coopération économique entre les Etats de la ligue arabe (JO N°37).
- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et la République portugaise sur la promotion et la protection réciproques des investissements (JO N°37).
- La ratification du traité relatif à l'extradition entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria (JO N°38).

- La ratification de la convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Autriche en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (JO N°38).

- La ratification de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Pérou, relatif à la suppression de visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques, spéciaux ou de service des deux pays (JO N°38).

- La ratification du protocole de coopération commune dans les domaines du développement social entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie (JO N°44).

- La ratification de l'accord commercial entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République argentine (JO N°44).

- La ratification du mémorandum d'entente en matière de coopération dans le domaine de la santé entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Afrique du (JO N°44).

- La ratification de l'accord relatif aux transports routiers internationaux et de transit de voyageurs et de marchandises entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria (JO N°44).

- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la coopération dans les domaines de la protection des végétaux et de la quarantaine végétale (JO N°44).

- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Bulgarie, relatif à la coopération dans le domaine de la santé animale, signé à Sofia (JO N°44).

- La ratification de la convention entre la République algérienne démocratique et populaire et le Royaume d'Espagne en vue d'éviter la double imposition et prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune (JO N°45).

- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Conseil fédéral suisse concernant la promotion et la protection réciproque des investissements (JO N°45).

- La ratification du traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération entre la République algérienne démocratique et populaire et la République portugaise (JO N°45).

- La ratification de la convention consulaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie (JO N°46).
- La ratification du protocole de coopération dans le domaine de la main-d'oeuvre entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie (JO N°46).
- La ratification de la convention arabe N°7 concernant l'hygiène et la sécurité professionnel (JO N°56).
- La ratification de la convention arabe N°13 concernant le milieu du travail (JO N°56).
- La ratification de la convention arabe N°17 concernant la réadaptation et l'emploi des handicapés (JO N°56).
- La ratification de l'accord de coopération en matière d'enseignement supérieur entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud (JO N°56).
- La ratification de la convention de coopération en matière de travail et d'utilisation des ressources humaines entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie (JO N°56).
- La ratification de l'accord de coopération dans les domaines de la protection des végétaux et de la quarantaine végétale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement des Etats Unis mexicains (JO N°56).
- La ratification du texte des amendements à la Charte de la Ligue des Etats arabes approuvés par le conseil de la Ligue au niveau du sommet à Alger (JO N°56).
- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Cuba en matière de coopération dans les domaines de la protection des végétaux et de la quarantaine végétale (JO N°63).
- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République française relatif à la création de l'école supérieure algérienne des affaires (JO N°63).
- La ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement des Etats-unis mexicains portant suppression de visa aux détenteurs de passeports diplomatiques et de service (JO N°63).

- La ratification de la convention commerciale et tarifaire entre la République algérienne démocratique et populaire et la République islamique de Mauritanie signée (JO N°65).
- Fixation des modalités d'organisation d'un concours sur épreuve pour l'accès au corps des attachés et des secrétaires diplomatiques (JO N°57).
- L'ouverture d'un concours sur épreuves pour l'accès au corps des attachés diplomatiques (JO N°57).
- L'organisation d'un examen professionnel pour l'accès aux corps des secrétaires diplomatiques et des conseillers diplomatiques (JO N°81).

POUR LE MINISTERE DELEGUE AUPRES MINISTRE D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DES AFFAIRES MAGHREBINES ET AFRICAINES

- Composition du cabinet du ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, chargé des affaires maghrébines et africaines (JO N°10).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE

Au cours de cette année, l'activité normative s'est caractérisée par la publication des textes portant sur :

- La prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (JO N°11).
- Le code de commerce (JO N°11).
- Mesures et action préventive de la lutte contre la contrebande (JO N°59).
- Le code de l'organisation pénitentiaire et de la réinsertion sociale des détenus (JO N°12).
- L'approbation de code de la nationalité algérienne (JO N°43).
- L'approbation de code de la famille (JO N°43).
- Fixation du code civil (JO N°44).
- Loi organique relative à l'organisation judiciaire (JO N°51).
- La modification du code de la nationalité algérienne (JO N°15).
- La modification du code de la famille (JO N°15).

- La nomination au titre du tribunal des conflits (JO N°38).
- La promulgation du règlement intérieur de la Cour suprême (JO N°55).
- La fixation de la compétence locale des bureaux de conciliation (JO N°4).
- Institution de l'indemnité de caisse et de responsabilité pour les personnels des greffes des juridictions (JO N°29).
- Modificatif fixant une indemnité de sujétion spéciale allouée aux personnels du greffe relevant du ministère de la justice (JO N°29).
- La composition et les modalités de fonctionnement de la commission de l'application des peines (JO N°35).
- La composition de la commission de l'aménagement des peines, son organisation et son fonctionnement (JO N°35).
- Les conditions et les modalités du régime de retraite des magistrats (JO N°53).
- L'organisation de l'école supérieure de la magistrature et fixant les modalités de son fonctionnement, les conditions d'accès, le régime des études et les droits et obligations des élèves magistrats (JO N°58).
- L'organisation le fonctionnement et les missions de l'inspection général du ministère de la justice (JO N°63).
- Précision du montant de l'indemnité spécifique allouée aux membres du conseil supérieur de la magistrature et les modalités de son octroi (JO N°72).
- L'organisation, les missions et le fonctionnement du comité interministériel de coordination des activités de rééducation et de réinsertion sociale des détenus (JO N°74).
- Détermination des moyens de communication à distance et les modalités de leur utilisation par les détenus (JO N°74).
- Les conditions et les modalités d'attribution de l'aide sociale et financière au profit des détenus démunis lors de leur libération (JO N°74).
- Acquisition de la nationalité algérienne (JO N°3, 14, 18, 27, 36, 46, 15).
- Le changement de noms (JO N°33, 35, 59).
- L'ouverture du concours national pour le recrutement d'élèves magistrats au titre de l'année 2005 (JO N°7).

- L'institution d'une commission chargée de la reconstitution des registres des actes de l'état civil détruits dans certaines commune à l'occasion d'actes de sabotages (JO N°41).
- L'organisation et fonctionnement du service spécialisé au sein des établissements pénitentiaires (JO N°44).
- La désignation des magistrats présidents des commissions électorales des wilayas et de la commission électorale chargée de centraliser les résultats de vote des citoyens algériens résidant à l'étranger pour le référendum relatif à la réconciliation nationale (JO N°61).
- Fixation de la liste des prestations pouvant être effectuées par la résidence des magistrats "Abdelatif Ben Chehida", en sus de sa mission principale et les modalités d'affectation des revenus y afférents (JO N°70).
- La désignation des membres de la commission de l'aménagement des peines (JO N°70).
- La désignation des magistrats présidents des commissions électorales des wilayas pour les élections partielles d'assemblées populaires communales et de wilayas (JO N°74).
- La nomination des membres du conseil d'administration de la résidence des magistrats (JO N°79).
- L'organisation interne et la classification des postes supérieurs de la Résidence des magistrats (JO N°15, 49).

AU TITRE DU MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Au cours de cette année, l'activité normative s'est caractérisée par la publication des textes portant sur :

- L'approbation de relative à la commune et à la wilaya (JO N°70).
- L'ordonnance relative à la commune et à la wilaya (JO N°50).
- La dissolution d'assemblées populaires communales (JO N°51).
- Pouvoir de tutelle sur l'école nationale d'administration au ministre de l'intérieur et des collectivités locales (JO N°75).
- Les conditions et les modalités d'ouverture et d'exploitation des établissements de divertissements et de spectacles (JO N°39).

- Institution d'un régime indemnitaire au profit des médecins de la protection civile (JO N°50).
- Les conditions et les modalités d'ouverture et d'exploitation des établissements de divertissements et de spectacles (JO N°53).
- Détermination des caractéristiques techniques du bulletin de vote à utiliser pour le référendum relatif à la Réconciliation Nationale (JO N°56, 61).
- Les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale N°302-114 intitulé "Fonds spécial pour la réhabilitation du parc immobilier des communes de la wilaya" (JO N°58).
- L'organisation et le déroulement des élections partielles d'assemblées populaires communales et de wilayas (JO N°59).
- Détermination des caractéristiques techniques des bulletins de vote à utiliser pour les élections partielles d'assemblées populaires communales et de wilayas (JO N°73, 56).
- La création et la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des personnels appartenant aux corps de l'administration chargée des transmissions nationales (JO N°68).
- Liste nationale des personnes habilitées à effectuer l'enquête préalable en vue de l'affirmation de l'utilité publique dans le cadre des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique au titre de l'année 2005 (JO N°14).
- Le taux de prélèvement sur les recettes de fonctionnement des budgets des wilayas (JO N°20).
- Détermination des caractéristiques du passeport spécial pour le pèlerinage aux lieux saints de l'Islam et les conditions de son établissement et de sa délivrance pour la campagne Hadj 1426 correspondant à 2005/2006 (JO N°58).
- La date et le lieu de retrait du formulaire de déclaration de candidature pour les listes de candidats aux élections partielles d'assemblées populaires communales et de wilayas (JO N°59).
- La date et le lieu de retrait des formulaires de souscription de signatures individuelles pour les listes de candidats indépendants aux élections partielles d'assemblées populaires communales et de wilayas (JO N°59).
- Autorisation des walis à avancer la date d'ouverture du scrutin pour le référendum relatif à la réconciliation nationale (JO N°61).

- La composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des personnels de l'école nationale des transmissions-Seddar Senouss corps et des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (JO N°68).
- Détermination des caractéristiques techniques des bulletins de vote à utiliser pour les élections partielles d'assemblées populaires communales et de wilayas (JO N°74).
- Autorisation du wali de la wilaya de Laghouat à avancer la date d'ouverture du scrutin aux élections partielles du jeudi 24 novembre 2005 (JO N°75).
- La composition du dossier administratif et technique de la demande d'autorisation d'exploitation des établissements de divertissements et spectacles (JO N°79).
- Le cahier des charges relatif à l'exploitation des établissements de divertissements et de spectacles (JO N°79).
- Le taux de participation au fonds de garantie des impositions des communes et des wilayas (JO N°20).
- Le taux de prélèvement sur les recettes de fonctionnement des budgets des communes (JO N°20).
- Déclaration de zone sinistrée (JO N°50).
- Autorisation les chefs des postes diplomatiques et consulaires à avancer la date d'ouverture du scrutin pour le référendum relatif à la réconciliation nationale (JO N°61).
- La désignation des membres de la commission électorale chargée de centraliser les résultats de vote des citoyens algériens résidant à l'étranger pour le référendum relatif à la réconciliation nationale (JO N°63).
- Création, d'organisation et de fonctionnement des centres nationaux de formation, de perfectionnement et de recyclage des personnels des collectivités locales (JO N°81).
- Dissolution de certaines commissions paritaires compétentes à l'égard des personnels appartenant aux corps de l'administration chargée des transmissions nationales (JO N°81).
- Recomposition de certaines commissions paritaires compétentes à l'égard des personnels appartenant aux corps de l'administration chargée des transmissions nationales (JO N°81).

POUR LE MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

- Renouvellement de la composition de la commission paritaire compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère des relations avec le Parlement (JO N°37).

b) LE SECTEUR DES FINANCES

Le secteur des finances a procédé à la publication de textes législatifs et réglementaires importants entrant dans le cadre de la politique économique suivie dans ce domaine, et notamment par:

- Transfert de crédits au sein du budget de fonctionnement des différentes institutions et ministères (JO N°1,10,25,27, 30, 37, 39, 44, 53, 66, 67, 68, 71, 72, 75, 77, 83, 84).
- Répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2004 (JO N°2).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement des différentes institutions et ministères (JO N°2, 3, 72, 17, 25, 29, 52, 60, 67, 70, 73, 76, 79, 82, 84).
- L'approbation de l'ordonnance N°05-05 du 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005 (JO N°70).
- Loi de finances pour 2006 (JO N°85).
- Loi de finances complémentaire pour 2005 (JO N°52).
- L'approbation de l'accord de prêt entre la République algérienne démocratique et populaire et le fonds saoudien de développement pour le financement du projet de construction et d'équipement de deux centres de formation professionnelle et de dix - sept établissements secondaires et moyens dans la wilaya de Boumerdès (JO N°6).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2005, des différentes institutions et ministères (JO N°9).
- Création d'un chapitres et le transfert de crédits au budget de fonctionnement des différentes institutions et ministères (JO N°12, 18, 44, 53, 66, 68, 72, 17, 23, 41, 52, 84).
- Les droits des victimes des événements ayant accompagné le mouvement pour le parachèvement de l'identité nationale (JO N°53).

- L'approbation de la convention d'ouverture de crédit entre la République algérienne démocratique et populaire et l'agence française de développement pour la participation au financement du projet d'électrification des lignes ferroviaires de voyageurs de la banlieue d'Alger (JO N°53).
- L'approbation de l'accord de prêt entre la République algérienne démocratique et populaire et la Banque japonaise de coopération internationale pour le financement du projet de reconstruction du secteur de l'éducation affecté par le séisme (JO N°57).
- L'approbation de l'accord de prêt entre la République algérienne démocratique et populaire et le fonds international de développement agricole pour le financement du projet de développement rural des monts des traras et de Sebaa Chioukh de la wilaya de Tlemcen (JO N°69).
- L'approbation de l'accord de prêt entre la République algérienne démocratique et populaire et le fonds saoudien de développement, pour le financement du projet de construction de 1.000 logements et la construction et l'équipement de l'hôpital de Thenia dans la wilaya de Boumerdès (JO N°69).
- L'abrogation de la création de la zone franche de Bellara (JO N°4).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement des différentes institutions et ministères pour 2005 (JO N°17, 35, 46, 67, 76).
- Création d'un chapitre et virement de crédits au budget de fonctionnement des différentes institutions et ministères (JO N°17, 23, 41).
- Modification de la répartition par secteur des crédits de paiement prévus au titre du compte d'affectation spéciale "Compte de gestion des opérations du programme spécial de reconstruction" (JO N°29).
- Modifiant et complétant le décret exécutif, portant organisation et fonctionnement du "Fonds de calamités naturelles et de risques technologiques majeurs" (JO N°29).
- Modifiant et complétant le décret exécutif, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale N°302-062 intitulé "Bonification du taux d'intérêt sur les investissements" (JO N°29).
- Modifiant et complétant le décret exécutif relatif aux modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale N°302-069 intitulé "Fonds spécial de solidarité nationale" (JO N°29).
- Modifiant et complétant le décret exécutif fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale N°302-102 intitulé "Fonds de promotion de la compétitivité industrielle" (JO N°29).

- Modifiant et complétant le décret exécutif fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale N°302-105 intitulé "Fonds du patrimoine public minier" (JO N°29).
- Déclaration d'utilité publique l'opération portant restructuration du périmètre du pôle urbain dit "Gascogne-Daikha" (JO N°53).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances complémentaire pour 2005, des différentes institutions et ministères (JO N°64).
- Les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale N°302-118 intitulé "Fonds national de préparation et d'organisation des neuvièmes jeux africains" (JO N°70).
- Les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale N°302-119 intitulé "Fonds national de préparation et d'organisation de la manifestation - Alger, capitale de la culture arabe 2007" (JO N°70).
- Les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale N°302-120 intitulé "Compte de gestion des opération d'investissements publics inscrites au titre du programme complémentaire de soutien à la croissance" (JO N°70).
- Les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale N°302-067 intitulé "Fonds national de développement de l'investissement agricole" (JO N°72).
- Les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale N°302-117 intitulé "Fonds national de soutien au micro-crédit" (JO N°72).
- Les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale N°302-121 intitulé "Fonds national de régulation de la production agricole" (JO N°72).
- Définir le seuil applicable aux paiements devant être effectués par les moyens de paiement à travers les circuits bancaires et financiers (JO N°75).
- Répartition par secteur des crédits de paiement des autorisations de programmes prévues au titre du "compte de gestion des opérations du programme spécial de reconstruction" (JO N°76).
- L'approbation du règlement intérieur de la commission de recours et de discipline des commissionnaires en douanes (JO N°12).
- Les modalités d'application des dispositions relatives aux frais de garde des meubles saisis par l'administration fiscale (JO N°11).
- Modification des modalités d'octroi d'agrément pour la vente des timbres fiscaux par les particuliers (JO N°10).

- La liste nominative des membres du conseil d'administration du Fonds de garantie automobile (JO N°15).
- L'approbation du règlement de la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse relatif à l'information à publier par les sociétés et organismes faisant appel public à l'épargne lors de l'émission de valeurs mobilières (JO N°22).
- L'approbation du règlement de la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse relatif aux conditions de négociation hors bourse des obligations cotées en bourse et au fonds de garantie (JO N°22).
- L'agrément et retrait d'agrément des "Société d'assurance " (JO N°80, 77).
- La liste nominative des membres du Conseil national des assurances (JO N°77).
- Détermination des modalités d'application de la loi de finances pour 2005 (JO N°37).
- Nomination des membres du conseil national de la comptabilité (JO N°49).
- Modification de l'agrément des "Société d'assurance et de réassurance" (JO N°77).
- Les modalités d'application des dispositions fixant l'agrément et de souscription au cahier des charges pour l'exercice de l'activité d'importation d'or et d'argent ouvrés ou non ouvrés et l'activité de récupération et de recyclage des métaux précieux (JO N°61).
- Modification de l'arrêté fixant les conditions de rachat par le Trésor des créances que les banques détiennent sur les entreprises publiques et les EPIC dissous (JO N°61).
- Modification de l'arrêté fixant les conditions applicables aux obligations du Trésor émises dans le cadre du rachat des créances détenues sur les entreprises publiques par les banques (JO N°61).
- Modification de l'arrêté fixant les paliers de compétence liés aux garanties d'assurance des exportations (JO N°71).
- Modification de l'arrêté portant approbation du règlement intérieur et fixant la liste nominative des membres de la commission d'assurance et de garantie des exportations (JO N°71).
- La réduction du taux de la redevance et de l'impôt sur les résultats sur la production de gaz naturel issue de gisements situés dans la région de In Salah (JO N°6).
- L'organisation des services administratifs et techniques de la cellule de traitement du renseignement financier (JO N°10).

- L'organisation des sous-directions de la direction des grandes entreprises (JO N°43).
- L'agrément de commissionnaires en douanes (JO N°5, 4, 6, 11, 12, 45, 61, 62, 72, 77).
- Délai d'acquittement de la vignette automobile pour 2005 (JO N°28).
- Publication de la liste des banques et de la liste des établissements financiers agréés en Algérie au 31 décembre 2004 (JO N°66).
- Création d'un bureau de douane à El Goléa et Skikda (JO N°72).
- Règlement portant création, émission et mise en circulation d'un billet de banque commémoratif de mille (1000) dinars algériens (JO N°17).
- Règlement modifiant et complétant le règlement portant dérogation en faveur de la caisse nationale de la mutualité agricole "CNMA" pour effectuer des opérations de banque (JO N°47).
- Règlement relatif aux investissements étrangers (JO N°53).
- Situation mensuelle du mois de novembre, décembre 2004 et du mois de janvier, février, mars, avril, mai de l'année 2005 (JO N°16, 39, 41, 66).
- Définir les modalités de mise en oeuvre des avantages fiscaux et douaniers accordés aux investissements réalisés par les chômeurs promoteurs âgés de 35 à 50 ans (JO N°81).
- Les modalités fixant les attributions et l'organisation de l'inspection des services comptables (JO N°84).
- L'organisation et les attributions des services extérieurs de l'administration fiscale (JO N°84).
- Les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-079 intitulé "Fonds national de l'eau potable" (JO N°58).

LE MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES

Il convient de souligner les principales activités normatives suivantes:

- Régime juridique définissant la loi relative aux hydrocarbures (JO N°50).
- L'approbation pour l'augmentation du taux de récupération des réserves de pétrole brut (JO N°6).

- L'approbation du contrat de recherche, de développement et d'exploitation d'hydrocarbures entre la société nationale "SONATRACH" et des sociétés étrangères (JO N°6, 57).
- L'approbation du contrat pour la réalisation du projet intégré de développement, d'exploitation, de liquéfaction et de commercialisation du gaz naturel provenant des gisements de "Gassi Touil" (JO N°18).
- L'attribution à la société nationale "SONATRACH" d'un permis de recherche d'hydrocarbures (JO N°4, 26, 30, 49).
- Les modalités fixant les règles spécifiques d'efficacité énergétique applicables aux appareils fonctionnant à l'électricité, aux gaz et aux produits pétroliers (JO N°5).
- Définir le prix de cession du pétrole brut entrée-raffinerie, de la marge de raffinage, des prix sortie-raffinerie, des marges de distribution et des prix de vente des produits pétroliers destinés à la consommation sur le marché national (JO N°5, 54).
- Définir les conditions et les modalités d'exploitation de ressources en eaux non conventionnelles (JO N°20).
- Définir le prix de cession interne du gaz naturel (JO N°29).
- Renouvellement du permis de recherche d'hydrocarbures attribué à la société nationale "SONATRACH" (JO N°19).
- L'acceptation de la renonciation partielle au permis de recherche d'hydrocarbures accordé à la société nationale "SONATRACH" (JO N°30).
- Renouvellement et adjonction de surface aux permis de recherche d'hydrocarbures attribué à la société nationale "SONATRACH" (JO N°30, 49).
- Définir la régulation des tarifs et la rémunération des activités de transport, de distribution et de commercialisation de l'électricité et du gaz (JO N°36).
- Les dispositions définissant les modalités de fonctionnement du dépôt légal de l'information géologique (JO N°51).
- L'approbation d'un projet de construction d'une canalisation de soutirage de gaz naturel pour l'alimentation de deux stations de pompage de pétrole (JO N°32).
- L'approbation d'un projet de construction d'une canalisation destinée à l'alimentation en gaz naturel de la briqueterie de Draâ Ben Khedda (wilaya de Tizi Ouzou) (JO N°36).
- L'approbation d'un projet de construction d'un réseau de canalisation d'évacuation conçu pour le transport de gaz, de GPL et de condensat (JO N°36).

- L'approbation d'un projet de construction d'une canalisation destinée à l'alimentation en gaz naturel de plusieurs villes et ouvrages dans différentes wilayas (JO N°29, 35, 37, 49, 54, 59, 62, 79, 63, 84).
- L'attribution et le renouvellement d'une autorisation prospection pétrolière (JO N°15, 24, 35, 37, 43, 46).
- Report d'échéance de la période de validité du permis de recherche d'hydrocarbures à la société nationale "SONATRACH" (JO N°21).
- L'approbation d'un projet de construction de canalisations de collecte et évacuation de fluides produits par les puits de la zone des champs de Tiguentourine (JO N°60).
- L'approbation d'un projet de construction d'une canalisation destinée au renforcement en gaz naturel de la région centre (JO N°62).
- L'approbation de projets de construction de canalisations et d'un ouvrage énergétique destinée à l'alimentation en gaz naturel de plusieurs villes dans différentes wilayas (JO N°65, 77, 79).
- L'approbation de la construction d'ouvrages électriques (JO N°30, 45, 63, 71).
- L'approbation d'un projet de construction d'une déviation sur la canalisation de transport GPL (JO N°45).
- Définir la liste des marchés d'études et de services dispensés de la constitution de la caution de bonne exécution (JO N°7).
- Les modalités de fonctionnement, de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale N°302-105 intitulé "fonds du patrimoine public minier" (JO N°7).
- Les modalités d'octroi de l'autorisation d'utilisation du gaz naturel comprimé carburant (GNC) par les véhicules automobiles (JO N°14).
- Définir les caractéristiques et les dimensions de la plaque signalant l'utilisation du gaz naturel comprimé carburant (GNC) par les véhicules automobiles (JO N°21).
- Les spécifications du gaz naturel comprimé carburant automobiles (JO N°32).
- Les programmes des examens professionnels pour l'accès au corps et grades spécifiques à l'administration chargée de l'énergie et des mines (JO N°41).
- Les modalités d'établissement et de délivrance des certificats de conformité pour les infrastructures de distribution du gaz naturel comprimé carburant et les centres de conversion (JO N°32).

- Les règles d'aménagement et d'exploitation d'un centre de conversion de véhicules automobiles au gaz naturel comprimé carburant (JO N°34).
- Les règles de sécurité relatives à l'implantation, à l'aménagement et à l'exploitation des infrastructures de distribution du gaz naturel comprimé carburant (JO N°47).
- Définir les conditions d'installation de Kits de conversion sur les véhicules automobiles pour leur fonctionnement au gaz naturel comprimé carburant (JO N°57).
- Précision des modalités du suivi et de l'évaluation du compte d'affectation spéciale N°302-101 intitulé "Fonds national pour la maîtrise de l'énergie" (JO N°60).
- Les règles particulières applicables aux contrats de fourniture et de raccordement de gaz et d'électricité (JO N°65).
- Intégration des produits chimiques sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction dans la liste des produits chimiques dangereux nécessitant pour leur importation une autorisation préalable du ministère de l'énergie et des mines (JO N°24).
- Définir l'audit énergétique des établissements grands consommateurs d'énergie (JO N°84).
- Les modalités d'établissement de l'inventaire minéral et le mode de présentation du bilan annuel des ressources minérales et des réserves minières (JO N°51, 56).

MINISTERE DES PARTICIPATIONS ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

Il convient de signaler ce qui suit :

- Attributions du ministre des participations et de la promotion des investissements (JO N°61).
- Organisation et fonctionnement de l'inspection générale de l'administration centrale du ministère des participations et de la promotion des investissements (JO N°61).

MINISTERE DU COMMERCE

Il convient de signaler ce qui suit :

- Création du comité national du Codex Alimentarius et fixant ses missions et son organisation (JO N°10).
- Les modalités d'obtention de l'attestation négative relative aux ententes et à la position dominante sur le marché (JO N°35).

- Autorisations des opérations de concentration (JO N°43).
- Les conditions et les modalités de mise en oeuvre des mesures de sauvegarde (JO N°43, 72).
- Les conditions et les modalités de mise en oeuvre du droit compensateur (JO N°43, 72).
- Les conditions et les modalités de mise en oeuvre du droit antidumping (JO N°43).
- La marge de distribution de détail et le prix de vente du gaz naturel comprimé (GNC) - carburant (JO N°62).
- Les modalités d'exercice des activités d'importation de matières premières, produits et marchandises destinés à la revente en l'état (JO N°78).
- Les conditions et les modalités de contrôle aux frontières de la conformité des produits importés (JO N°80).
- Les conditions et les modalités d'établissement de la facture, du bon de transfert, du bon de livraison et de la facture récapitulative (JO N°80).
- La composition la commission paritaires et de recours compétente à l'égard des personnels de l'administration centrale du ministère du commerce (JO N°2).
- L'obligatoire d'une méthode de recherche des salmonella dans le lait et les produits laitiers (JO N°42).
- Obligation d'une méthode d'analyse microbiologique du beurre (JO N°42).
- Obligation d'une méthode de prélèvement d'échantillons et d'analyse bactériologiques des glaces et crèmes glacées (JO N°42).
- Implantation des subdivisions territoriales du commerce (JO N°68).
- Fixant le nombre des services par directions de wilayas du commerce (JO N°68).
- La liste nominative des membres du conseil d'administration du centre national du registre du commerce (JO N°71).
- La liste nominative des membres du comité national du Codex alimentarius (JO N°76).
- L'organisation de l'administration centrale du ministère du commerce en bureaux (JO N°10).

- La liste des produits de consommation présentant un caractère de toxicité ou un risque particulier ainsi que les listes des substances chimiques dont l'utilisation est interdite ou réglementée pour la fabrication desdits produits (JO N°34).
- Publication des prix de vente des cigarettes de la société algéro-émiratienne "STAEM" (JO N°52).
- L'organisation des directions régionales de wilayas du commerce en bureaux (JO N°69).
- Les procédures d'inventaire des biens saisis (JO N°81).
- Définir l'étiquetage et la présentation des denrées alimentaires (JO N°83).
- L'organisation de l'agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX) (JO N°83).

MINISTRE DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE ET DE L'ARTISANAT

Il convient de signaler ce qui suit:

- Création, organisation et fonctionnement de l'agence nationale de développement de la PME (JO N°32).
- La liste et les conditions d'accès et la classification des postes supérieurs des services extérieurs du ministère de la petite et moyenne entreprise et de l'artisanat (JO N°58).
- Le statut-type des pépinières d'entreprises (JO N°69).
- La liste nominative des membres de l'assemblée générale du conseil national chargé de la promotion de la sous-traitance (JO N°73).
- La composition et la création de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de la petite et moyenne entreprise et de l'artisanat (JO N°25, 28).
- Les conditions et les modalités d'attribution des prix de l'artisanat et des métiers (JO N°53).
- L'organisation de la direction de wilaya de la petite et moyenne entreprise et de l'artisanat (JO N°14).
- L'organisation de l'agence nationale de développement de la petite et moyenne entreprise (JO N°82).

MINISTERE DE L'INDUSTRIE

Il convient de signaler ce qui suit:

- Les modalités de dépôt et de délivrance des brevets d'invention (JO N°54).
- Les modalités de dépôt et d'enregistrement des marques et des schémas de configuration des circuits intégrés (JO N°54).
- L'organisation et au fonctionnement de la normalisation (JO N°80).
- L'évaluation de la conformité (JO N°80).
- Création, organisation et fonctionnement de l'organisme algérien d'accréditation "ALGERAC" (JO N°80).
- La composition des membres du conseil d'administration de l'institut national de la productivité et du développement industriel (INPED) (JO N°48).
- La composition du jury du prix algérien de la qualité (JO N°71).
- Les programmes du concours sur épreuves et des examens professionnels pour l'accès aux corps et grades spécifiques à l'administration chargée de l'industrie (JO N°54).

c) SECTEUR DES INFRASTRUCTURES DE BASE

Ce secteur a été caractérisé au cours de l'année considérée par la publication de nombreux textes législatives et réglementaires initiés par les ministères suivants :

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

Il convient de signaler les textes portant sur:

- Les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique (JO N°48).
- Réaménagement du statut de l'agence nationale des autoroutes (JO N°48).
- Création de l'Algérienne de gestion des autoroutes (JO N°48).
- Déclaration d'utilité publique l'opération portant réalisation de l'autoroute Est- Ouest et de la deuxième rocade Sud d'Alger (JO N°53).

- Les règles d'organisation et de fonctionnement des services des travaux publics de wilayas (JO N°74).
- Les programmes des examens et tests professionnels pour l'accès aux corps et grades techniques spécifiques de l'administration chargée des travaux publics (JO N°19).
- Les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale N°302-100 intitulé "fonds national routier et autoroutier" (JO N°14).
- Classement de chemin communal dans la catégorie des chemins de wilaya (JO N°41).
- Classement de certains chemins communaux dans la catégorie des chemins de wilayas (JO N°41, 52).
- Définir l'usage des ralentisseurs et les conditions de leur mise en place ainsi que les lieux de leur implantation (JO N°84).

MINISTERE DES RESSOURCES EN EAU

Les principaux textes publiés portant sur :

- La loi relative à l'eau (JO N°60).
- Les règles de tarification des services publics d'alimentation en eau potable et d'assainissement ainsi que les tarifs y afférents (JO N°5).
- Les modalités de tarification de l'eau à usage agricole ainsi que les tarifs y afférents (JO N°5).
- Réaménagement du statut de l'agence nationale des barrages (JO N°21).
- Réaménagement du statut de l'agence nationale de réalisation et de gestion des infrastructures hydrauliques pour l'irrigation et le drainage (JO N°36).
- La dissolution de l'office des périmètres d'irrigation de certaines wilayas (OPIM) et transfert de son patrimoine à l'office national de l'irrigation et du drainage (ONID) (JO N°66).
- Création du comité interministériel sur les ressources hydriques frontalières (JO N°14).
- Les montants fixer des abonnements aux services publics d'alimentation en eau potable et d'assainissement (JO N°30).
- L'organisation et le fonctionnement de la commission permanente des eaux minérales naturelles et des eaux de source (JO N°60, 68, 80).

- Les programmes des examens et tests professionnels pour l'accès aux corps et grades techniques spécifiques de l'administration chargée des ressources en eau (JO N°18).
- Objet déterminant les cahiers des charges-types relatifs à la concession de la gestion, de l'exploitation et de l'entretien des ouvrages et des infrastructures de la petite et moyenne hydraulique agricole (JO N°48).

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Il convient de citer les textes portant sur:

- La loi relative aux semences, aux plants et à la protection de l'obtention végétale (JO N°11).
- Réaménagement des statuts de la société des courses hippiques et du pari mutuel (JO N°32).
- Création d'un centre de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique (JO N°74).
- Création d'une chambre d'agriculture dans la wilaya de Tindouf (JO N°74).
- Déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale d'El Hamiz commune des Deux Bassins, wilaya de Médéa du régime forestier national (JO N°75).
- Les normes phytotechniques et phytosanitaires à l'importation des semences et plants des espèces maraîchères, arboricoles, viticoles et des grandes cultures (JO N°7).
- La création et la composition de commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural (JO N°41).
- La création et la composition de commissions de recours compétente à l'égard des fonctionnaires du ministère de l'agriculture et du développement rural (JO N°41).
- La nomination des membres du conseil d'administration de l'office algérien interprofessionnel des céréales (JO N°44).
- La désignation des membres du comité interprofessionnel des céréales de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) (JO N°44).
- Les mesures de prévention et de lutte spécifiques à la leucose bovine enzootique (JO N°46).

- Obligatoire de vaccination contre la brucellose des animaux des espèces ovine et caprine (JO N°72).
- Délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles de certaines wilaya (JO N°26, 40).
- Les modalités de rétribution des vétérinaires praticiens exerçant à titre privé, mandatés et réquisitionnés lors de la réalisation des campagnes de vaccination anticlaveuse, antiaphteuse, antirabique contre la brucellose et toute autre action prophylactique, ordonnées par l'autorité vétérinaire nationale (JO N°72).
- Les modalités d'attribution du mandat sanitaire aux vétérinaires praticiens exerçant à titre privé pour la réalisation des programmes de prévention et d'éradication des maladies animales, ordonnés par l'autorité vétérinaire nationale (JO N°83).

MINISTERE DE LA PECHE ET DES RESSOURCES **HALIEUTIQUES**

Il convient de citer les textes portant sur:

- Les conditions et les modalités d'exercice de la plongée sous-marine professionnelle à des fins d'exploitation des ressources biologiques marines (JO N°17).
- L'organisation et le fonctionnement des écoles de formation technique de pêche et l'aquaculture (JO N°17).
- Transformation de l'école de formation technique de pêcheurs de certaines wilayas (E.F.T.P) en institut de technologie des pêches et de l'aquaculture (I.T.P.A.) (JO N°29, 35).
- Les différents types d'établissements d'exploitation des ressources biologiques marines, les conditions de leur création et les règles de leur exploitation (JO N°36).
- Création d'une école de formation technique de pêcheurs dans certaines wilayas (JO N°46).
- La liste des travaux d'activités et prestations pouvant être effectués par les établissements de formation relevant du ministère de la pêche et des ressources halieutiques en sus de leur mission principale et les modalités d'affectation des revenus y afférents (JO N°20).
- Les dispositions fixant le contenu du dossier de demande de concession pour la création d'un établissement d'aquaculture (JO N°45).
- Les dispositions précisant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission chargée d'initier le projet de schéma national de développement des activités de la pêche et de l'aquaculture (JO N°17).

- L'organisation et le fonctionnement de la commission permanente des eaux minérales naturelles et des eaux de source (JO N°80).
- Les modalités fixant les tâches et la classification des postes de travail correspondant aux différents grades des ouvriers professionnels, conducteurs d'automobiles et appariteurs spécifiques au ministère de la pêche et des ressources halieutiques et aux établissements publics à caractère administratif en relevant (JO N°20).
- La composition et les modalités de fonctionnement de la commission chargée d'initier le projet de schéma national de développement des activités de la pêche et de l'aquaculture (JO N°79).

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Il convient de citer les textes portant sur:

- Les mesures de protection contre les rayonnements ionisants (JO N°27).
- Les règles de traitement relatif à l'ionisation des denrées alimentaires (JO N°27).
- Les règles relatives à la gestion des déchets radioactifs (JO N°27).
- Les modalités de désignation des délégués pour l'environnement (JO N°46).
- Les modalités d'agrément des groupements de générateurs et/ou détenteurs de déchets spéciaux (JO N°62).
- Les modalités de déclaration des déchets spéciaux dangereux (JO N°62).
- Création de l'agence nationale des changements climatiques, fixant ses missions et définissant les modalités de son organisation et de son fonctionnement (JO N°67).
- La composition, les missions et les modalités de fonctionnement du conseil national de l'aménagement et du développement durable du territoire (JO N°72).
- Les modalités de coordination, le champ d'application et le contenu des schémas directeurs sectoriels des grandes infrastructures et des services collectifs d'intérêt national, ainsi que les règles de procédure qui leur sont applicables (JO N°75).
- Les modalités d'attribution du prix national pour la protection de l'environnement (JO N°75).
- Les dispositions définissant les études et les consultations préalables requises ainsi que l'ensemble des conditions, des modalités et des procédures devant permettre la détermination et le classement des zones de montagne ainsi que leur regroupement en massifs montagneux (JO N°80).

- La nomination des membres du conseil d'administration du conservatoire national des formations à l'environnement (JO N°18).
- La désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale des déchets (JO N°15).
- La nomination des membres du conseil d'administration de l'observatoire nationale de l'environnement et du développement durable (JO N°44).
- Nomination des membres du conseil d'orientation du centre national de développement des ressources biologiques (JO N°79).
- Les modalités fixant l'organisation administrative du centre national de développement des ressources biologiques (C.N.D.R.B) (JO N°65).

d) LE SECTEUR DES SERVICES

Ce secteur s'est caractérisé par la promulgation de nombreux textes législatives et réglementaires, initiés par les ministères suivants, détaillés ci-dessous :

MINISTERE DE LA POSTE ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Il convient de signaler les textes portant sur:

- L'approbation, à titre de régularisation, de licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de communications personnelles mobiles mondiales par satellites de type GMPCS et de fourniture de services de télécommunications au public (JO N°8).
- Le régime d'exploitation applicable à chaque type de réseaux, y compris radioélectriques et aux différents services de télécommunications (JO N°20).
- Le montant de la redevance applicable aux opérateurs titulaires d'autorisations pour l'établissement et l'exploitation de réseaux de télécommunications et/ou la fourniture de services de télécommunications (JO N°20).
- L'approbation à titre de régularisation d'une licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications et de fourniture de services téléphoniques fixes internationaux, interurbains et de boucle locale au public (JO N°34, 78).
- L'autorisation, à titre de régularisation, pour l'établissement et/ou l'exploitation de réseaux publics de télécommunications y compris radioélectriques autres que GSM et de fourniture de services de télécommunications d'Algérie-Télécom Spa (JO N°66).

- La création et la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO N°53).
- La création et la composition de la commission de recours compétente à l'égard des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO N°53).
- La désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale des fréquences (JO N°24).

MINISTERE DU TOURISME

Il convient de citer les textes portant sur:

- Les dispositions complétant le statut particulier applicable aux travailleurs appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée du tourisme et de l'artisanat (JO N°19).
- La création de la direction du tourisme de wilaya (JO N°41).
- Les conditions et les modalités fixant l'organisation des festivals touristiques (JO N°65).
- Les modalités fixant les normes et les conditions de classement en catégorie des établissements hôteliers (JO N°77).
- La création et la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires du ministère du tourisme (JO N°17).
- Les dispositions fixant les caractéristiques ainsi que les indications portées sur les panneaux de classement des établissements hôteliers (JO N°7).
- Les programmes fixant le cadre d'organisation de la formation spécialisée pour l'accès aux corps spécifiques de l'administration chargée du tourisme et de l'artisanat (JO N°39).
- La nomenclature des recettes et des dépenses du fonds d'affectation spéciale du trésor n°302-057 intitulé «Fonds d'affectation de la contribution à la promotion touristique» (JO N°84).
- Les modalités de suivi et d'évaluation du fonds d'affectation spéciale du trésor n°302-057, intitulé «Fonds d'affectation de la contribution à la promotion touristique» (JO N°84).

MINISTERE DES TRANSPORTS

Il convient de citer :

- Le régime spécifique des relations de travail des personnels navigants des navires de transports maritimes, de commerce ou de pêche (JO N°22).
- L'agrément des installations de construction et de maintenance des aéronefs (JO N°32).
- La création de l'agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (JO N°52).
- La dissolution du centre national d'études de transports "C.N.E.T" (JO N°76).
- Les caractéristiques ainsi que la forme de l'agrément de contrôleur technique et la création et l'exploitation d'une agence de contrôle technique des véhicules automobiles (JO N°28).
- La définition du cahier des charges-type portant conditions et modalités de création et d'exploitation d'une agence de contrôle technique des véhicules automobiles (JO N°28).
- Les caractéristiques, la forme ainsi que les mentions du procès-verbal et de la vignette de contrôle technique des véhicules automobiles (JO N°28).
- Les programmes des examens professionnels pour l'accès aux corps et grades techniques spécifiques de l'administration chargée des transports (JO N°17).
- Les programmes et l'organisation de la formation spécialisée pour l'accès à certains corps spécifiques à l'administration chargée des transports (JO N°23).
- Définir les documents du dossier de demande d'agrément de création et d'exploitation d'un service de l'aviation légère (JO N°79).
- Les conditions d'organisation et les modalités d'exercice des activités des auxiliaires de transport routier de marchandises (JO N°81).
- Déclaration d'utilité publique de l'opération de réalisation de la première ligne du tramway d'Alger, Oran et Constantine (JO N°83).

MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME

Il convient de citer les textes relatifs à :

- Les dispositions fixant les procédures d'élaboration et d'approbation du plan d'occupation des sols ainsi que du plan directeur d'aménagement et d'urbanisme et le contenu des documents y afférents (JO N°62).
- Approbation du cahier des charges fixant les normes de surface et de confort applicables aux logements destinés à la location-vente (JO N°13).
- Les dispositions fixant le modèle-type de la convention d'exécution financière des dépenses au titre de la reconstruction des immeubles collectifs effondrés ou déclarés irrécupérables suite au séisme du 21 mai 2003 (JO N°20).
- La liste nominative des membres du comité sectoriel permanent de recherche scientifique et de développement technologique du ministère de l'habitat et de l'urbanisme (JO N°13).
- Les conditions et les modalités d'accès à la location des locaux à usage professionnel, artisanal et commercial des offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI) (JO N°40).
- L'approbation du document technique réglementaire DTR BC 2-4.10 intitulé "Conception et dimensionnement des structures mixtes acier-béton" (JO N°80).
- Approbation du document technique réglementaire DTR BC 2-34 intitulé "Règles de conception des cuvelages" (JO N°80).
- Les programmes des examens et tests professionnels pour l'accès aux corps et grades techniques spécifiques de l'administration chargée de l'habitat et de l'urbanisme (JO N°19).
- Les conditions et les modalités de cession d'immeubles bâtis ou non-bâtis relevant du domaine privé de l'Etat et destinés à être utilisés pour la réalisation d'opérations d'urbanisme ou de construction (JO N°65).

E/ SECTEUR DE L'EDUCATION ET DE LA CULTURE

Ce secteur s'est vu renforcé de nombreux textes législatifs et réglementaires au cours de cette année, initiés par les ministères suivants, détaillés ci-après :

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

- Les dispositions fixant les règles générales régissant l'enseignement dans les établissements privés d'éducation et d'enseignement (JO N°59).

- Le statut particulier des travailleurs de l'éducation (JO N°33, 69).
- Réaménagement du statut du centre national de formation des cadres de l'éducation et changement de sa dénomination en institut national de formation et de perfectionnement des personnels de l'éducation (JO N°33).
- Création et suppression d'écoles fondamentales (3ème cycle) et d'établissements d'enseignement secondaire (JO N°40).
- La liste, les conditions d'accès et la classification des services déconcentrés du ministère de l'éducation nationale (JO N°69).
- Les modalités d'organisation et de fonctionnement des services de l'éducation au niveau de la wilaya (JO N°70).
- Les conditions de création, d'ouverture et de contrôle des établissements privés d'éducation et d'enseignement (JO N°74).
- Les conditions fixant le cahier des charges relatif à la création, à l'ouverture et au contrôle des établissements privés d'éducation et d'enseignement (JO N°33).
- Création d'antennes de l'office national des examens et concours (JO N°77).
- Définir l'organisation interne de l'institut de formation et de perfectionnement des maîtres de l'école fondamentale (JO N°69).
- La liste des établissements publics de formation spécialisée habilités à organiser le déroulement des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux différents corps spécifiques au secteur de l'éducation nationale (JO N°78).

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Il convient de citer ce qui suit:

- Le montant d'une prime d'encouragement à la direction des thèses de doctorat (JO N°5).
- La formation doctorale, à la post-graduation spécialisée et à l'habilitation universitaire (JO N°33).
- L'organisation du régime des études en vue du diplôme d'ingénieur (JO N°35).
- L'organisation des stages des étudiants en milieu professionnel (JO N°35).
- Les disposition portant la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (JO N°42).

- Les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement du centre universitaire et de l'école hors université (JO N°58, 84).
- Création des centres universitaires dans certaines wilayas (JO N°58).
- Statuts de l'office des publications universitaires (JO N°66).
- Classification des postes supérieurs de l'école nationale d'administration (JO N°6).
- Le montant de l'allocation servie aux bénéficiaires du congé scientifique à l'étranger et les conditions de son attribution (JO N°7).
- Classification des postes supérieurs du rectorat, de la faculté, de l'institut, de l'annexe de l'université et de ses services communs (JO N°23).
- Création des directions des oeuvres universitaires et fixation de leur siège, de la liste et de la consistance des résidences universitaires qui leur sont rattachées (JO N°22).
- Définir le taux du coefficient correcteur servant à la détermination de la rémunération des personnels étrangers recrutés au sein des établissements d'enseignement et de formation supérieurs en qualité de professeurs et de maîtres de conférences (JO N°7).
- Classification des postes supérieures de l'office national des oeuvres universitaires, des directions des oeuvres universitaires et des résidences universitaires (JO N°62).

MINISTERE DE LA COMMUNICATION

Il convient de citer ce qui suit:

- Remplacement d'un membre du conseil d'administration du centre international de presse (JO N°8).
- Remplacement d'un membre du conseil d'administration de l'agence "Algérie presse service" (JO N°8).
- Remplacement d'un membre du conseil d'administration de l'établissement public de télédiffusion d'Algérie (JO N°8).
- Désignation de deux membres du conseil d'administration de la Maison de la presse (JO N°8).
- Définir les caractéristiques de la carte d'accréditation délivrée aux journalistes exerçant pour le compte d'un organisme de droit étranger (JO N°36).
- Création du bulletin officiel du ministère de la communication (JO N°15).

MINISTERE DE LA CULTURE

Il convient de citer les textes portant sur:

- Les attributions du ministre et l'organisation de l'administration centrale et l'organisation et le fonctionnement de l'inspection générale du ministère de la culture (JO N°16).
- Création et délimitation du secteur de services sauvegardé de certaines villes dans différentes wilayas (JO N°34, 39).
- Création du théâtre régional de Tizi Ouzou (JO N°42).
- Définir la composition l'organisation et fonctionnement de l'organe de conciliation chargé de statuer sur les différends relatifs à l'usage des oeuvres et aux prestations gérées par l'office national des droits d'auteur et des droits voisins (JO N°62).
- Statuts l'organisation et le fonctionnement de l'office national des droits d'auteur et des droits voisins (JO N°65).
- Les modalités de déclaration et de contrôle relatifs à la redevance pour copie privée (JO N°65).
- Les modalités d'exercice du droit de suite de l'auteur d'une oeuvre des arts plastiques (JO N°65).
- La communication des recettes d'exploitation des oeuvres audiovisuelles et au calcul des redevances (JO N°70).
- La révision des prix des baux et de calcul des taux de location des locaux à usage d'habitation, commercial, artisanal et professionnel compris dans un secteur sauvegardé (JO N°75).
- La création de l'agence algérienne pour le rayonnement culturel et modalités de son organisation et de son fonctionnement (JO N°76).
- Les modalités de collecte et de transmission des données des biens culturels immatériels (JO N°37).
- Définir la forme et le contenu de la liste générale des biens culturels protégés (JO N°37).
- Les modalités d'organisation et de fonctionnement des fonds documentaires spécifiques aux biens culturels immatériels (JO N°37).
- La composition et le fonctionnement du comité sectoriel de qualification de l'architecte spécialisé des monuments et des sites protégés (JO N°42).

- Les conditions d'octroi de la qualité de détenteur des biens culturels immatériels (JO N°42).
- Les dispositions spécifiques à l'exécution de la maîtrise d'oeuvre sur les biens culturels immobiliers protégés (JO N°45).
- Création d'une annexe de l'office national de la culture et de l'information dans certaines wilayas (JO N°40).
- La composition et le fonctionnement du conseil artistique du ballet national (JO N°42).
- Définir la forme et le contenu du registre d'inventaire général des biens culturels protégés (JO N°63).
- Les conditions fixant les contenus des missions de la maîtrise d'oeuvre portant sur la restauration des biens culturels immobiliers protégés (JO N°62).
- La liste des activités, travaux et prestations pouvant être effectués par le centre national de la cinématographie et de l'audiovisuel (JO N°62).
- Remplacement d'un membre du conseil d'orientation de l'Ecole supérieure des beaux-arts (JO N°70).
- Remplacement d'un membre du Conseil d'orientation de l'Institut national supérieur de musique (JO N°70).
- Institutionnalisation du festival culturel national du théâtre professionnel, du cinéma d'Alger, de la chanson "chaâbi et de la musique andalouse." (JO N°68).
- Institutionnalisation du festival culturel arabo-africain de la danse folklorique, du théâtre professionnel, du cinéma d'Alger, de la chanson "chaâbi et de la musique andalouse (JO N°68).
- La composition nominative des membres du conseil d'administration du ballet national (JO N°68).
- Définir la composition et le fonctionnement du bureau ministériel de la sûreté interne d'établissement au sein du ministère de la culture (JO N°69).
- Institutionnalisation du festival culturel national des musiques actuelles, de la poésie féminine et de la chanson Raï (JO N°77).
- Institutionnalisation du festival culturel international des danses populaires (JO N°77).

- Création et composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de la culture (JO N°77).
- Création d'une annexe de la bibliothèque nationale d'Algérie à Adrar (JO N°63).
- Création d'une annexe de la bibliothèque nationale d'Algérie dans certaines wilayas (JO N°63).
- Définir le contenu du cahier des charges-type régissant les soumissions de maîtrise d'oeuvre relative aux biens culturels immobiliers protégés (JO N°63).
- L'organisation interne du centre national de la cinématographie et de l'audiovisuel (JO N°68).
- Transformation de la nature juridique de l'agence nationale d'archéologie et de protection des sites et monuments historiques et changement de sa dénomination (JO N°83).
- Statut de la bibliothèque nationale (JO N°83).
- Les modalités d'exercice du droit de réintégration du locataire dans les biens immeubles culturels protégés restaurés à usage commercial, artisanal et professionnel compris dans un secteur sauvegardé (JO N°83).
- Création d'un centre national de recherche en archéologie (JO N°83).

MINISTERE DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

Dans ce cadre il convient de citer ce qui suit:

- Le statut-type des centres de formation professionnelle et d'apprentissage spécialisés pour personnes handicapées physiques (JO N°10).
- Définir les branches professionnelles des instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle (INSFP), relevant du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels (JO N°5).
- Création d'instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle et transformation de centres de formation professionnelle et de l'apprentissage en instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle (rectificatif) (JO N°81, 82).
- La liste des centres de formation professionnelle et de l'apprentissage (CFPA) (JO N°81).

MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DES WAKFS

Dans ce cadre il convient de citer ce qui suit:

- Création du prix d'Algérie pour la récitation du Saint Coran et la renaissance du patrimoine islamique (JO N°71).
- Création des instituts islamiques de formation des cadres du culte et fixant leur statut (JO N°30).
- Création d'une agence nationale de réalisation et de gestion de la Mosquée d'Alger (JO N°30).
- Définir les dispositions applicables aux personnels du culte mis à la disposition de la commission des wakfs pour l'encadrement de l'activité religieuse auprès de la Mosquée de Paris (JO N°30, 42).
- Organisation de l'administration centrale du ministère des affaires religieuses et des habous (JO N°73).
- Remplacement d'un membre de la commission nationale du pèlerinage et de la Omra (JO N°21, 70, 71, 75).

F) LE SECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES

Ce secteur s'est caractérisé au cours de l'année par la promulgation de nombreux textes législatives et réglementaires, importants, initiés par les ministères suivants :

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

Il convient de citer ce qui suit:

- La loi fixant la liste des fêtes légales (JO N°30).
- L'organisation et le fonctionnement de l'inspection générale de travail (JO N°4).
- Définir les conditions d'accès et la classification des postes supérieurs des services déconcentrés de l'inspection générale du travail (JO N°4).
- Définir les prescriptions particulières applicables aux substances, produits ou préparations dangereuses en milieu de travail (JO N°4).
- Les dispositions applicables aux commissions paritaires et aux préposés à l'hygiène et à la sécurité (JO N°4).

- Les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement du comité inter-entreprises d'hygiène et de sécurité (JO N°4).
- Les dispositions fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (JO N°4).
- Définir les formes d'action sanitaire et sociale des organismes de sécurité sociale (JO N°11).
- Création de la caisse nationale des congés payés et de chômage - intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (JO N°20).
- Statut de la caisse nationale d'assurance chômage (JO N°29).
- Les conditions d'exercice et les modalités d'agrément des agents de contrôle de la sécurité sociale (JO N°29).
- Les conditions de fonctionnement du contrôle médical des assurés sociaux (JO N°33).
- Définir les règles de désignation des membres et les modalités de fonctionnement de la commission d'invalidité de wilaya en matière de sécurité sociale (JO N°74).
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'office national d'appareillages et d'accessoires pour personnes handicapées (ONAAPH) (JO N°1).
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (JO N°10).
- Nomination des membres du conseil d'administration du fonds national de péréquation des oeuvres sociales (JO N°10, 29).
- Nomination des membres du conseil national d'hygiène, de sécurité et de médecine du travail (JO N°13).
- Agrément des agents de contrôle de la sécurité sociale (JO N°26, 68).
- Les programmes des examens professionnels pour l'accès aux grades spécifiques du corps des inspecteurs du travail (JO N°14).
- La désignation des membres du conseil d'administration de l'institut national de la prévention des risques professionnels (JO N°22).
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale des retraites (JO N°38, 53).

- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse national d'assurance chômage retraites (JO N°38).
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale des assurances sociales retraites (JO N°38, 50, 70).
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés retraites (JO N°53).
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale des assurances sociales retraites (JO N°71).
- La liste des médicaments remboursables par la sécurité sociale retraites (JO N°42).
- Revalorisation des pensions, allocations et rentes de sécurité sociale retraites (JO N°47).
- Désignation des membres de la commission nationale d'homologation des normes d'efficacité des produits, dispositifs ou appareils de protection retraites (JO N°71).
- Retrait d'agrément d'un agent de contrôle de la sécurité sociale (JO N°71).
- Nomination des membres de la commission technique à caractère médical (JO N°73).
- La liste des marchés d'études et de services dispensés de la constitution de la caution de bonne exécution (JO N°73).
- Le nombre, l'organisation et la compétence territoriale des inspections régionales du travail (JO N°75).
- L'organisation de l'inspection du travail de wilaya (JO N°75).
- Fixant le nombre, l'organisation et la compétence territoriale des bureaux d'inspection du travail (JO N°75).
- Déterminant le modèle-type de la carte d'identité professionnelle de l'agent de contrôle de la sécurité sociale (JO N°81).

MINISTERE DES MOUDJAHIDINE

Il convient de citer ce qui suit:

- Revalorisation du montant des pensions des moudjahidine et ayants droit de chouhada et de moudjahidine, des victimes civiles et des victime d'engins explosifs, ainsi que leurs ayants droit (JO N°47).

- Création, organisation et missions de l'inspection générale du ministère des moudjahidine (JO N°61).
- Dissolution du centre de repos des moudjahidine Hammam Aïn Sahara, Tougourt, wilaya de Ouargla (JO N°75).
- Création d'une annexe du centre national d'appareillage des invalides, victimes de la guerre de libération nationale dans certaines wilayas (JO N°45).

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Il convient de citer ce qui suit:

- Création du comité d'organisation des neuvièmes jeux africains en Algérie (JO N°52).
- Les modalités précisant les dispositions applicables à l'association nationale dénommée "Scouts musulmans algériens" reconnue d'utilité publique (JO N°48).
- Définir les modalités d'organisation et de fonctionnement ainsi que les conditions de reconnaissance d'utilité publique et d'intérêt général des fédérations sportives nationales (JO N°70).
- Définir les attributions du ministre de la jeunesse et des sports (JO N°71).
- L'organisation de l'administration centrale du ministère de la jeunesse et des sports (JO N°71).
- La liste des fédérations sportives nationales reconnues d'utilité publique et d'intérêt général (JO N°74).
- Création du comité d'organisation des seizièmes jeux arabes scolaires en Algérie (JO N°81).
- Réaménagement du statut des offices des parcs omnisports (JO N°84).
- Le statut des dirigeants sportifs bénévoles élus (JO N°84).
- Le statut des personnels d'arbitrage et de jury (JO N°84).

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE

Il convient de signaler ce qui suit:

- Création et fixation du statut du fonds de garantie mutuelle des micro-crédit (JO N°4).
- Création et fixation du statuts de l'agence de développement social (JO N°33).

- Création, composition et fonctionnement de l'observatoire national de l'emploi et de la lutte contre la pauvreté (JO N°40).
- Création et compositions des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de l'emploi et de la solidarité nationale (JO N°21, 82).
- Organisation des concours sur épreuves pour l'accès aux cycles de formation des corps spécifiques de l'administration chargée des affaires sociales (JO N°19).
- La liste des établissements publics de formation spécialisée, habilités pour l'organisation du déroulement des examens professionnels pour l'accès aux corps spécifiques de l'administration chargée des affaires sociales (JO N°74).
- Création et composition de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de l'emploi et de la solidarité nationale (JO N°82).

MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE

Il convient de citer ce qui suit:

- Statut particulier des praticiens médicaux généralistes et spécialistes de santé publique (JO N°6).
- Les modalités d'établissement de la nomenclature générale et de la tarification des actes professionnels des médecins, des pharmaciens, des chirurgiens- dentistes et des auxiliaires médicaux (JO N°52).
- Organisation de l'administration centrale du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (JO N°73).
- L'organisation et à l'exercice de la périnatalité et de la néonatalogie (JO N°75).
- Création, organisation et fonctionnement de l'établissement hospitalier de Ain Témouchent (JO N°78).
- Le cahier des conditions techniques à l'importation des produits pharmaceutiques destinés à la médecine humaine (JO N°41).
- Les modalités d'organisation des concours sur épreuves pour l'accès aux corps et grades des praticiens médicaux spécialistes de santé publique (JO N°14).
- Définir le placement en position d'activité auprès de la Présidence de la République de certains corps spécifiques au ministère de la santé et de la population (JO N°30).

Direction de la codification et de l'information juridique.

Au cours de l'année 2005, le secteur de la codification et de l'information juridique a réalisé les travaux suivants:

A / Codification :

- a) textes codifiés après amendements :
 - Code civil et textes législatifs annexes,
 - Code pénal et textes législatifs annexes,
 - Code des collectivités territoriales (la wilaya-la commune).
- b) en cours de codification : Code du commerce,
- c) en projet : Code de procédure civile après amendements,
Code de procédure pénale après amendements.

B / Elaboration de recueils de textes :

- a) Recueil des textes législatifs et réglementaires relatifs à :
 - Propriété industrielle et intellectuelle.
- b) Actualisation au 31 décembre 2005 du recueil des conventions et accords signés par l'Algérie depuis 1962.

C / Base de données juridiques :

- a) Refonte de la base de données et réorganisation des liens juridiques :
 - période achevée : 1973 à 2005.
 - période en cours : 1962 à 1972 (prévision 1er trimestre 2006).

D / 5ème législature "2002-2007" :

Etat des textes législatifs arrêté au 31/12/ 2005.

E / Etat quantitatif des textes traités

- loi – ordonnance : 23
- décret présidentiel : 560 (dont 382 décisions individuelles).
- décret exécutif : 347
- arrêté : 312
- arrêté interministériel: 134
- décisions : 133
- avis règlement et proclamation : 12

Total : 1521

CONCLUSION

Dans le cadre des missions et des attributions qui lui sont dévolues pour la mise en œuvre des réformes concrétisant les engagements du Président de la République, notamment la consolidation de l'Etat de droit, la consécration de la démocratie, le renforcement de la concorde civile et l'intégration de l'Algérie dans l'économie mondiale, le Secrétariat Général du Gouvernement veille aujourd'hui plus qu'auparavant, à renforcer son action en vue de l'adapter aux profondes mutations que connaît le pays dans les domaines de la pluralité politique, la libéralisation de l'économie et le réaménagement des structures socio-culturelles.

Devant toutes ces exigences, il convient de déployer davantage d'efforts pour renforcer les moyens humains et techniques du Secrétariat Général du Gouvernement à travers la modernisation et l'amélioration de son encadrement.

Ces efforts sont destinés à l'amélioration de ses capacités dans le traitement des données juridiques nécessaires à l'activité normative de l'Etat.